

Face aux doutes interne, G. Darmanin reste ferme sur le calendrier de la réforme de la fonction publique

21 janv. 2019, PAR **acteurs publics** / Scordia Bastien

Alors que des interrogations se sont exprimées au sein de l'exécutif, le ministre de l'Action et des Comptes publics a estimé dimanche 30 janvier qu'il ne fallait pas reporter la réforme de la fonction publique. « Ce n'est pas une réforme contre les fonctionnaires mais pour les agents publics », a-t-il indiqué. Les syndicats sont reçus en bilatérales cette semaine.

Le ton reste à l'offensive chez les locataires de Bercy. Après son secrétaire d'Etat Olivier Dussopt, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, a affiché, dimanche 20 janvier, sa détermination à avancer sur la réforme de la fonction publique qui doit prochainement faire l'objet d'un projet de loi dont l'adoption est prévue d'ici la fin du premier semestre. « C'est une belle réforme [...] Je ne crois pas qu'il faille la reporter », a-t-il affirmé lors de l'émission «Dimanche en politique» sur France 3. L'occasion pour ce dernier de répondre aux doutes récemment exprimés au sein de l'exécutif sur le sujet.

Comme l'a révélé Europe 1, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian aurait ainsi tapé du poing sur la table lors du séminaire gouvernemental du 9 janvier dernier. « Il faut peut-être arrêter les bêtises. On a déjà une crise sur les bras, on ne va peut-être pas y ajouter les fonctionnaires », aurait ainsi affirmé le locataire du Quai d'Orsay.

Et d'ajouter que « les agents de l'Etat ne sont pas forcément des technocrates, ils sont aussi des aides-soignants, des infirmières, douanier, policiers, etc. Il ne faudrait pas aggraver la situation ». Une position qu'aurait alors soutenu plusieurs autres ministres (issus de la gauche notamment), croit savoir Europe 1.

« Pas une réforme contre les fonctionnaires »

« Je ne crois pas » à ce clivage au sein du gouvernement, a souligné Gérald Darmanin tout en indiquant que cette réforme n'allait « pas mettre les fonctionnaires dans la rue ». « Ce n'est pas une réforme contre les fonctionnaires mais pour les agents publics », a-t-il poursuivi.

Un moyen pour le ministre de « vanter » les dispositions envisagées à ce jour dans le cadre de cette réforme et notamment le développement de la rémunération au mérite, de la formation ou des mobilités.

« On n'a pas assez fait de choses ces vingt dernières années pour les agents publics, a-t-il estimé. Ils sont mal rémunérés, ils ne font pas de mobilité, ils ne peuvent pas changer d'employeur, ils sont mal formés [...] Nous sommes un mauvais employeur nous l'État ».

Bilatérales

Quoiqu'il en soit les locataires de Bercy auront du pain sur la planche pour tenter (sûrement en vain) de convaincre les organisations syndicales du personnel du bienfait de cette réforme. Dans un communiqué commun du 15 janvier, 8 d'entre-elles (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC, Fa-Fp, CFE-CGC) ont réclamé le report de la réforme de la fonction publique compte tenu de son contenu, mais aussi de la consultation initiée par le gouvernement en réponse au mouvement des "gilets jaunes".

"Au moment du grand débat national", où il sera notamment question de l'organisation de l'État et des services publics, les organisations syndicales ont ainsi demandé au gouvernement la "suspension" du projet de loi relatif à la fonction publique (prévu pour le premier semestre) et "des processus engagés sur la réforme de l'État".

Une revendication qu'elles ne manqueront pas de porter auprès du secrétaire d'Etat Olivier Dussopt qui organise cette semaine une série de bilatérales avec les représentants du personnel. Un représentant du personnel indique même que ces rendez-vous seront aussi l'occasion de mettre en exergue les doutes exprimés au sein de l'exécutif.

Comme elles l'indiquaient dans leur communiqué, les organisations syndicales du secteur public ont d'ores et déjà prévu de se retrouver à la fin du mois "pour examiner la situation et envisager les initiatives nécessaires". Au sein de l'intersyndicale, certains poussent à une mobilisation, d'autres sont plus prudents. De quoi mettre, donc, des fonctionnaires dans la rue. N'en déplaise au ministre Gérard Darmanin.

